n°1664 (15-21 mars 2012) | Actualités anarchistes | Sécuritaire

Répression tous azimuts

Le 8 mars 2012 au soir, quatre militantes et militants de la Fédération anarchiste, ainsi que sept autres camarades d'Action antifasciste, du NPA et d'Alternative libertaire ont été arrêtés à Paris et placés en garde à vue. Il leur est reproché de s'être livrés à des dégradations en réunion. En réalité, leur action était un collage destiné à refuser la banalisation de l'extrême droite et à informer sur la tenue des « Assises nationales de la nationalité, de la citoyenneté et de l'identité », prévues pour le samedi 10 mars. Cette manifestation, à visée prétendument citoyenne, est déjà la deuxième du genre.?Elle véhicule ouvertement, pour le compte du Bloc identitaire, les prises de position xénophobes et racistes les plus abjectes.
Dans cette affaire, les forces de répression de l'État ont clairement indiqué quel était leur camp naturel. La garde à vue a été prolongée jusqu'au samedi 10 mars à 22 heures, l'emprisonnement a duré jusqu'au dimanche 11 dans l'après-midi, sans aucun fondement juridique aux termes du droit bourgeois. Les rassemblements organisés en soutien ont été neutralisés avec l'efficacité qu'on connaît à la police de ce pays quand il s'agit d'écraser les luttes sociales. De toute évidence, le pouvoir d'État a décidé de frapper fort et d'envoyer un message d'encouragement aux fascistes de tout poil. Mise en relation avec les déclarations récentes du ministre de l'Intérieur et la tonalité générale de la campagne électorale, cette série de gardes à vue prouve, s'il en était besoin, que l'extrémisme de droite est un rouage essentiel à la stabilité du capitalisme et de l'État et qu'on ne s'en débarrassera définitivement qu'en détruisant le système économique et politique qui lui accorde sa protection.
La Fédération anarchiste soutient l'action des militants arrêtés et exige l'arrêt des poursuites engagées contre eux. Elle dénonce une atteinte à la liberté d'expression et le caractère inédit des mesures de garde à vue suivie de détention pour collage d'affiches. La Fédération anarchiste remercie l'ensemble des personnes qui ont manifesté leur soutien immédiat sans céder aux intimidations policières. D'ores et déjà, la solidarité s'organise : une souscription est ouverte. Il suffit, pour cela, d'envoyer un chèque à l'adresse suivante : Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris, à l'ordre de « Publications libertaires », en rajoutant la mention « Solidarité 8 mars » au dos. Les informations sur les différentes initiatives de soutien à venir seront communiquées au fur et à mesure.

Dimanche 11 mars

Fédération anarchiste